

un nivellement des prix. Les salaires doivent être soumis à cette mesure de nivellement. Il faut d'abord établir un niveau de parité, puis fixer les salaires par rapport à ce niveau. Le rajustement des salaires doit accompagner celui des prix.

L'une des raisons pour lesquelles les syndicats ouvriers ont été forcés de lutter en faveur des salaires plus élevés, c'est qu'ils savaient bien que les prix continueraient toujours de monter et que s'ils ne réclamaient pas des augmentations de salaire pour leurs ouvriers, ceux-ci se trouveraient dans une situation très pénible devant le coût élevé de la vie. Ils ont donc été forcés de prendre cette initiative, mais la hausse des salaires n'a jamais été proportionnée à celle des prix. La seule façon de concilier les frais sans cesse croissants et les salaires c'est d'établir la parité, c'est-à-dire un prix équitable, et de fixer les salaires d'après ce prix.

Il y a aussi les gens dont le revenu est très faible, étant même inférieur à l'abattement de base de \$2,000. Il y a les vieillards pensionnés. Je partage entièrement l'opinion énoncée tout à l'heure par le représentant de Fraser-Valley. Il a dit que nous devrions avoir honte de forcer des gens à vivre à même la faible somme que nous leur versons comme pension. Songeons au vieillard pensionné qui doit payer un loyer et acheter de la viande à 98c. ou \$1.00 la livre à même sa pension de \$40. Je ne vois pas comment il peut vivre. Quand il le faut nous savons où trouver des milliards à d'autres fins; nous devrions donc être capables de trouver quelques millions, au besoin, pour aider les gens à faible revenu.

Les pensionnés ne sont pas les seuls à toucher un faible revenu. Plusieurs fonctionnaires de l'État sont dans cette catégorie et ont besoin d'aide. A même leur faible revenu ils ne parviennent pas à boucler leur budget quand les prix sont aussi élevés qu'en ce moment. Il faudrait aussi leur accorder une certaine protection.

Je me souviens avoir pris la parole à la Chambre en 1939, après l'ouverture des hostilités, pour implorer le Gouvernement de décentraliser l'industrie. Notre industrie était alors concentrée dans l'Ontario et le Québec, et une attaque était fort à craindre. Même si la centralisation industrielle dans ces deux provinces est à souhaiter, elle ne favoriserait certes pas la défense du pays si la guerre éclatait de nouveau. Étant donné la terrible puissance destructive de l'ennemi, il n'est pas dans l'intérêt de la nation de centraliser nos industries dans d'Ontario et le Québec. Rien n'empêche de les disperser. Songeons, par exemple, à l'Alberta. Nous possédons d'énormes quantités de pétrole et

de gaz ainsi que des réserves inépuisables de charbon et beaucoup de matières premières. En Alberta, nous n'avons aucune raison de ne pas nous livrer à l'exploitation d'industries lourdes; je ne dis pas légères, mais lourdes. Dans cette province, elles seraient beaucoup plus à l'abri de toute attaque.

J'ose affirmer que, comme nos industries sont concentrées dans deux provinces, et plus particulièrement deux villes, Toronto et Montréal, notre puissance industrielle pourrait du soir au lendemain être presque anéantie. Combien de temps le terrible instrument de destruction qu'est la bombe atomique mettrait-il à nous paralyser, à nous réduire à l'impotence, nous qui comptons parmi les grands fournisseurs de munitions et d'approvisionnements? Même en Russie, le gouvernement s'est rendu compte du problème et s'est donné beaucoup de mal pour y remédier. Il n'a pas concentré toute l'industrie lourde dans les grands centres. Il l'a dispersée par tout le pays, jusque dans les régions montagneuses où elle est à l'abri des ennemis. Pourtant, nous n'avons pas cru bon d'en faire autant. Je n'ai pas le temps d'en parler aussi longuement que je le voudrais.

Un mot des routes. A mon avis, nous devrions tout faire pour aménager une route transcanadienne, dès maintenant. Je crois comprendre que le ministre du Commerce reconnaît l'importance du transport routier chez nous. Lorsqu'une députation de cette industrie a rencontré le ministre, il y a peu de temps,—l'été dernier, je crois,—il lui a donné de nombreuses assurances que le remplacement des camions servant au transport routier et le maintien de ce transport jouiraient de la priorité. Il reconnaît, j'en suis sûr, qu'en cas d'agression contre notre pays, nos chemins de fer seraient aussitôt mis hors de service et qu'il faudrait des jours, des semaines ou peut-être des mois avant qu'ils soient assez bien réparés pour pouvoir servir de nouveau. Les camions pourraient se remettre à la tâche en beaucoup moins de temps. Les routes endommagées pourraient être réparées en quelques heures ou en quelques jours. J'estime qu'il faut tout faire pour achever le réseau routier transcanadien le plus tôt possible.

M. J. M. Macdonnell (Greenwood): Monsieur l'Orateur, c'est avec plus de plaisir encore que d'habitude que je voudrais féliciter ce soir les motionnaires de l'Adresse (MM. McMillan et Breton). En effet le premier a, comme moi, la chance exceptionnelle d'être diplômé de l'Université Queen's, de Kingston. Cela me donne de l'espoir. Lorsqu'on jette un regard sur les rangs serrés qui garnissent les banquettes en face de moi et à ma droite, on espère toujours qu'un rayon de raison puisse